

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1626 - 17 octobre 1991 - 6 F

D 1626 HAÏTI: COUP D'ÉTAT MILITAIRE CONTRE LE PRÉSIDENT ARISTIDE

Le soir du dimanche 29 septembre 1991, le général Raoul Cédras, commandant en chef de l'armée, renversait le président Aristide investi le 7 février précédent (cf. DIAL D 1567, 1572, 1585 et 1603) et prenait le pouvoir au nom de l'armée. Celle-ci déclenchait immédiatement des opérations de mitraillage des populations pauvres de la capitale, reprenant ainsi et amplifiant des méthodes éprouvées du passé. Le coup d'Etat, dans les jours suivants, était unanimement condamné par le gouvernement des Etats-Unis, l'Organisation des Etats américains, l'Organisation des Nations-Unies et la Communauté européenne.

Ci-dessous documents couvrant la période jusqu'au 8 octobre 1991.

Note DIAL

1. Situation de la population au 7 octobre 1991 (Correspondance particulière)

"LE GRAND ABSENT DES DISCUSSIONS ET LE GRAND PRÉSENT DANS LES CIMETIÈRES EST LE PEUPLE HAÏTIEN"

Cette citation est de l'ambassadeur de France en Haïti. Elle évoque le cauchemar d'un peuple, grand oublié des médias internationaux depuis quelques jours. Absent des négociations que la classe politique haïtienne, dans sa majorité, mène sur son dos, il n'a droit qu'au silence des hôpitaux et des cimetières.

Ces deux derniers jours, les massacres se sont poursuivis de façon moins "massive" mais tout aussi arbitraire, en particulier dans les quartiers populaires. Il est toutefois très difficile de se livrer à des estimations: choquée, la population tend à exagérer les chiffres et à parler systématiquement de centaines de morts à chaque passage de commandos. Par ailleurs, après avoir forcé la population à creuser des fosses communes sur place, l'armée a changé sa tactique: selon plusieurs témoignages, des camions militaires passeraient après les raids pour ramasser les corps que l'on fait sans doute disparaître ensuite pour ne pas laisser de trace.

Il est également difficile d'établir le nombre de blessés; la plupart n'ont pas pu être acheminés vers les centres hospitaliers. En outre, il est à craindre que beaucoup d'entre eux (y compris ceux qui ont pu être acheminés à l'hôpital) succombent à leurs blessures, faute de soins et de médicaments. Presque toutes les blessures sont par balles. Le spectacle à l'hôpital est insoutenable. De nombreuses personnes nous ont indiqué, sur place, hier dimanche, que les militaires avaient plusieurs fois fait irruption dans les salles communes pour terroriser les gens.

Dans les différents quartiers populaires de la capitale, la population est terrorisée par les tirs qui se poursuivent toutes les nuits, depuis une semaine.

Chaque soir, elle quitte les baraques accrochées aux collines pour se réfugier plus haut dans les mornes. L'exode vers la campagne a également commencé depuis deux jours. Ce matin, aux stations de transport public, des centaines de personnes se pressaient, chargées de paquets hétéroclites. On fuit par n'importe quel moyen, même à pied, pour échapper à l'armée.

C'est cette angoisse (accentuée par l'isolement - la population est totalement privée d'information depuis plusieurs jours, la dernière radio à être coupée ayant été RFI - et la fatigue) qui exprime sans doute la réaction unanime, et à première vue surprenante si l'on considère l'histoire d'Haïti, concernant l'éventualité d'une intervention militaire étrangère. Ce matin, des journalistes évoquant cette option dans deux quartiers populaires de Port-au-Prince (St Martin et la Saline) ont reçu à chaque fois la même réaction enthousiaste. Levant les bras en l'air, les gens criaient: oui, oui, qu'ils viennent avant qu'ils ne nous tuent tous et qu'ils nous ramènent notre président! Depuis plusieurs jours, en dépit de la réticence spontanée envers une telle option, les membres du gouvernement et proches convergeaient vers la même position: il sera difficile de régler le problème sans l'intervention d'une force, même de maintien de la paix. Il est vrai que l'armée a reçu, dès les premières heures du coup d'Etat, des renforts de République Dominicaine. Plusieurs sources indiquent que, dès mardi matin, des jeeps traversaient la frontière, chargées d'armement. Une nouvelle livraison, par voie aérienne cette fois, est arrivée hier à Port-au-Prince. En outre, on voit mal ce qui ferait arrêter la folie sanguinaire qui s'est emparée des soldats ni comment la population ne pourrait pas réagir à un moment ou à un autre.

2. La stratégie de la terreur contre la population pauvre (adaptation française d'un tract en créole - 7 octobre 1991)

Coup d'Etat à Port-au-Prince: pas moins de 500 morts, au nombre desquels beaucoup d'enfants et de vieillards. Beaucoup d'entre eux ont été tués par balles chez eux, voire dans leur lit.

Pourquoi?

Le coup pouvait-il réussir sans ce massacre? Oui.

Il n'était donc pas techniquement nécessaire? Non.

Alors, pourquoi? Pourquoi?

Parce que, dans ce système qui refuse son agonie depuis le 7 janvier et qui a décidé de frapper un coup décisif le 29 septembre, il faut que les pauvres sachent qu'ils ne sont rien. C'est sur cette perception que se construit, se reconstruit et se perpétue l'ancien ordre des choses.

Il faut que les pauvres comprennent qu'éliminer des mouches, des ravets et des pauvres, c'est la même chose. Cette conviction est le fondement même du système qui tente de réoccuper l'espace politique haïtien pendant qu'il occupe encore d'autres espaces. Le pauvre doit renoncer au mot espoir. Il le faut. L'inutilité même du massacre doit l'en convaincre.

Il faut que le pauvre sache se contenter du "souffle de vie" tant qu'il l'a. Qu'importe si sa survie n'est due qu'à quelques grammes de sucre ou à un morceau de cassave par jour. S'il meurt comme une mouche ou un ravet, il comprendra. Voilà l'utilité des massacres inutiles des pauvres conçus par le système et appliqués depuis les années soixante.

Si le coup s'était contenté de briser la résistance et de faire le strict nécessaire, toi le pauvre, tu serais tenté de garder l'espoir. Si tu es détruit, effacé, anéanti pour rien, parce que tu es pauvre; si tu es éliminé, que tu aies 3 mois, 2 ans, 17 ou 77 ans; si on t'efface en dépit de ta maladie, de ton infirmité, bien que tu sois cloué sur un lit, chez toi ou à l'hôpital (où ils sont venus t'achever), c'est pour que tu comprennes que tu n'es rien. C'est

justement parce que ces morts sont inutiles qu'elles expliquent la volonté de massacrer. Tu comprendras, tu accepteras et c'est là le fondement premier du système: tu n'es rien.

Peuple Haïtien!

Tous ceux qui acceptent ces massacres; tous ceux qui veulent passer l'éponge sur ces morts inutiles; tous ces sénateurs, députés, partis politiques; toutes ces forces nationales ou internationales qui s'émeuvent de discours évoquant la menace tactique d'une justice primitive (écho à la non-justice subie par le peuple), mais voudraient banaliser un massacre qui mériterait pourtant d'être classé au nombre des crimes contre l'humanité: tous ceux là ont déjà, en vérité, quelles que soient les belles paroles qui sortent de leur bouche, donné leur accord au système diabolique qui a produit ce coup d'Etat.

Plus les pauvres tombaient sous les balles, plus, - dans certaines demeures de Port-au-Prince, de Pétionville ou d'ailleurs - on sablait le champagne. Quelle espèce d'hommes et de femmes sont-ils donc? Les rats mangent les cadavres d'autres rats morts. Les rats morts ne sont rien. Pauvres, misérables, vous n'êtes pas des rats morts! Tonnerre! Vous n'êtes pas des rats morts! C'est vous qui avez fait le 16 décembre avec votre sang versé pendant cinq ans et qui continue de couler.

3. Message de la Commission nationale justice et paix d'Haïti (3 octobre 1991)

Dans la nuit du 29 au 30 septembre 1991, suite au coup de force de l'armée d'Haïti, le pays a été plongé dans un cauchemar qui dure encore aujourd'hui. L'armée d'Haïti visait, selon elle, à assurer le respect des institutions, le retour à une démocratie considérée comme bafouée, la sécurité des vies et des biens. Pourtant, les faits parlent d'eux-mêmes.

Le Président a été forcé de quitter le pays. Les rues de la capitale ont été livrées à de véritables commandos de tueurs tirant sur tout ce qui bougeait et n'hésitant pas à poursuivre les habitants jusque dans les ruelles des bidonvilles. Dès les premières vingt-quatre heures, plus de 50 morts et 300 blessés étaient enregistrés à l'hôpital général. Ce bilan, ne couvrant que la capitale, n'était sans doute que partiel, les blessés et les corps ne pouvant pas toujours être acheminés vers les centres hospitaliers: l'armée a, à plusieurs reprises, tiré sur des véhicules transportant des victimes. Depuis, les tirs n'ont pas cessé, en particulier dans plusieurs quartiers populaires de la capitale. De véritables massacres ont été opérés. Le plus terrible s'est sans doute produit la nuit dernière, dans le bidonville de Cité Soleil. De source diplomatique confirmée par des habitants d'un quartier voisin, on parlait ce matin de centaines de victimes. Les quelques rares informations en provenance des principales villes de province font également état de morts et de blessés.

Partout, la population est traquée. Des bureaux publics et maisons de personnalités membres ou proches du gouvernement ont été saccagés. Les stations de radio ont été contraintes de cesser leurs émissions dès les premières heures du coup d'Etat. Toute la vie est bloquée dans le pays. Ce climat de terreur ne peut continuer. L'armée n'a jamais connu d'autre langage que celui des armes et de la mort. Il est clair que seul un retour à l'ordre constitutionnel pourra rétablir la situation.

Le peuple haïtien demande instamment le retour du Président démocratiquement élu le 16 décembre 1990 avec 67% des voix.

Le peuple haïtien demande que la paix et la sécurité soient rétablies.

Le peuple haïtien demande à l'armée réparation pour toutes les vies humaines sacrifiées et les dégâts causés.

Nous sommes certains que la communauté internationale et toutes les institutions qui oeuvrent pour la justice et la paix continueront à se montrer solidaires avec le peuple haïtien dans sa lutte et sa marche vers la démocratie et l'établissement d'un véritable Etat de droit.

Nous demandons instamment à tous nos amis de rester attentifs à ce qui se passera au cours des prochains jours. Nul ne peut prévoir jusqu'où iront les militaires dans leur folie sanguinaire; nul ne peut prévoir comment ils réagiront à la tentative de médiation de la communauté internationale. Aujourd'hui, nous assistons, impuissants, au massacre de nos frères et soeurs. Nous vous supplions de ne pas les oublier.

Freud Jean, secrétaire général de Justice et Paix.

4. La position de l'Eglise catholique au 7 octobre 1991 (Correspondance particulière)

Le 5 octobre, l'évêque de Jérémie, Mgr Willy Romélus (également président de la Commission nationale justice et paix) a très vigoureusement condamné le coup. *"Ceux qui sont responsables du massacre, ce sont des criminels qui tuent une population sans défense"* a-t-il répété plusieurs fois dans sa déclaration, réclamant le retour du président. Faisant allusion à l'accusation de l'armée contre le président concernant l'apologie du "supplice du collier" (1), il a indiqué qu'il n'était pas d'accord avec le "supplice du collier"; mais que si celui-ci continuait à exister (bien que très rarement: le nombre de morts par "Père Lebrun" depuis 1986 n'arrive pas au quart des morts enregistrées en moins d'une semaine), c'est parce qu'il n'y avait pas encore de justice en Haïti. Il a poursuivi: *"Si l'armée continue à tuer les gens comme cela, quelle va être l'alternative du peuple?"*

Deux jours auparavant, Mgr Constant, évêque de Gonaïves, avait également fait une déclaration - quoique beaucoup plus modérée - au nom de la Commission justice et paix de son diocèse.

Au même moment, le secrétariat de la Conférence épiscopale avait fait une déclaration condamnant également le massacre et demandant *"le rétablissement de l'ordre constitutionnel"* Elle précisait que *"ceux qui ont été élus le 16 décembre doivent revenir au pouvoir"*

Le même jour, la Conférence haïtienne des religieux avait également diffusé une déclaration indiquant qu'elle était *"solidaire de tous ceux qui s'organisent pour résister à ce coup d'Etat. Avec le peuple haïtien unanime, nous prions Dieu de ramener au pays le Père Aristide pour qu'il continue de travailler aux changements qu'il a commencé de réaliser: Titid est toujours notre président"*, poursuivait-elle. Un peu avant, dans sa déclaration, le bureau directeur de la conférence (qui compte également en son sein des religieux plus conservateurs) avait dressé un bilan des sept premiers mois du président à la tête de l'Etat: plus de sécurité, recul de la corruption et des crimes, début de justice et plus de dignité pour le peuple, honneur retrouvé pour le pays vis-à-vis de l'étranger. Pour les religieux, l'exil forcé du président largement élu le 16 décembre dernier est un *"crime de haute trahison"*.

Pour sa part, immédiatement après le coup, la Commission nationale justice et paix, avait diffusé une première déclaration en direction de l'étranger, dressant un premier bilan de la situation prévalant dans le pays. La Commission demandait le retour du président élu à 67%, le rétablissement de la paix et de la sécurité et réparation pour toutes les pertes en vies humaines. Elle faisait appel à la solidarité internationale en lançant ce cri d'alarme: *"Nous assistons,*

(1) Ou "Père Lebrun", c'est le supplice du pneu enflammé autour du cou, comme en Afrique du Sud (NdT).

impuissants, au massacre de nos frères et soeurs. Nous vous supplions de ne pas les oublier".

Par ailleurs, des communiqués plus isolés de prêtres ont été diffusés avant la fermeture des stations de radio: le Père Massac a, à Port-au-Prince, réagi vigoureusement contre le coup d'Etat; par ailleurs, un groupe de prêtres du diocèse des Gonaïves a demandé le rétablissement de l'ordre constitutionnel.

5. Première analyse des tenants et aboutissants du coup d'Etat (Correspondance particulière du 8 octobre 1991)

Les habitants de Port-au-Prince sont épuisés par une semaine de résistance au coup d'Etat sanglant qui les a fait basculer dans le cauchemar. Sans argent faute d'avoir pu travailler depuis huit jours, affamés, déboussolés par les crépitements des mitraillettes qui peuplent chacune de leurs nuits et par les tueries aveugles qui se poursuivent, ils gardent pourtant la même détermination. Il y a certes la crainte de nouveaux massacres de l'armée qui incitent ceux qui le peuvent à fuir la capitale pour la campagne, mais partout on croise les mêmes regards décidés à résister jusqu'au bout. Dans plusieurs quartiers, des jeunes ont préparé des cocktails molotovs. Hier, un tank de l'armée a été ainsi détruit dans le bas de la ville. Pourtant, ils savent que la réplique des militaires sera, dans tous les cas, sanglante et aveugle. Mais comme ce père de famille, les descendants des premiers esclaves rebelles de l'histoire de l'humanité donnent une nouvelle preuve de leur courage: *"Mieux vaut que nous mourions tous mais que le système duvaliériste ne revienne pas"*. Dans les provinces beaucoup plus calmes et où le massacre n'a pas eu de commune mesure avec ce qu'a subi la capitale, les quelques informations et témoignages que l'on commence à recueillir témoignent de la même volonté de tenir jusqu'au bout. Dans plusieurs villes, toutes les activités restent paralysées: la grève générale a été décrétée jusqu'au retour du président.

C'est ce peuple là - que l'on continue à oublier dans les différentes négociations en cours - qui continue à soutenir le président qu'il a élu à 67%. Certains diplomates, se fiant à ceux qu'ils considèrent comme "les représentants des différents secteurs de la vie nationale", voudraient faire croire qu'Aristide était contesté par une majorité en désaccord avec ses pratiques prétendument peu "démocratiques" (sans doute est-il, effectivement, préférable d'avoir une "démocratie" conduite sous le poids de l'argent et la force des baïonnettes comme on l'a vu hier au Parlement) ni respectueuses de la Constitution. Lorsqu'on évoque devant eux la détermination de l'immense masse des petites gens, ils répondent *"oui, bien sûr, mais c'est le peuple"*... Tout est dit là. Ce qui se joue aujourd'hui, en Haïti, c'est l'une des ultimes batailles d'un système qui refuse de disparaître. Mais c'est aussi la question de fond du modèle de démocratie que l'on veut construire.

La machine duvaliériste a tiré les leçons des 6-7 janvier dernier. Elle s'est sagement préparée, tout au long des sept mois de pouvoir d'Aristide, au cours desquels elle s'est évertuée à faire obstacle systématiquement à un gouvernement souvent impuissant à changer l'Etat. Avec l'appui de l'armée, cette machine s'est mise en marche, entraînant au passage tous les intérêts, des plus mesquins aux plus fructueux. Comptant dans ses rangs certains commerçants et industriels enrichis grâce à l'ancien système, les barons de la drogue et autres forces généreusement accueillies par le voisin dominicain (qui envoyait, dès le mercredi, des renforts en armes), elle a su profiter de la hargne de certains parlementaires et partis politiques qui n'ont jamais pu accepter la victoire d'Aristide. Il ne faut pas, en effet, oublier que le triomphe de ce leader charismatique a signifié avant tout l'échec des partis traditionnels. Elus, pour leur grande majorité dans l'indifférence du second tour des élections de janvier, ils ont vite réhabilité l'ancien modèle:

- Cupidité. Le problème du salaire des parlementaires n'avait toujours pas été réglé, le gouvernement - engagé dans une lutte implacable contre la corruption - ayant refusé de leur verser l'équivalent en un mois de trente ans de revenu d'un Haïtien moyen

- Clientélisme. La recherche de "postes" s'était exacerbée et beaucoup de ceux qui, aujourd'hui, composent volontiers avec les putschistes, oubliant rapidement les cadavres de leurs concitoyens, ne cachent pas leur indignation de ne pas avoir eu de poste offert par le Gouvernement.

- Soif du pouvoir. La Constitution consacre un régime quasi parlementaire. L'Assemblée Nationale s'en est servi pour faire une obstruction quasi systématique au gouvernement. Ainsi, toutes les grandes réformes ont été bloquées sous le mécontentement de la population qui ne pardonnait pas à un pouvoir législatif obtus de faire ainsi obstacle à l'avancée du changement.

Toutes ces caractéristiques de l'ancien système sont profondément ancrées dans la mentalité d'une large majorité de la classe politique haïtienne. La quasi inexistence de partis réellement structurés et organisés comme tels est significative. Le gouvernement Aristide-Préval a sous-estimé ces obstacles, tout comme il l'a fait pour le danger que continuait à représenter l'armée. C'est là une de ses grandes erreurs.

Autre faute impardonnable aux yeux de la politicaillerie et des diplomates américains. Aristide était trop populaire. Parlant la langue du peuple, il en est l'image. Le créole très francisé et pointu des parlementaires ne tient pas la comparaison. Le peuple ne les comprend pas. Face au projet de construire une démocratie participative, ils déclarent publiquement que *"le vote exprime, résume et épuise le rôle du citoyen"*. Or, en Haïti, la notion de citoyenneté est trop neuve pour être, comme en Occident, vidée de la presque totalité de son contenu. Sans nier le rôle de représentants élus, la population demande à participer activement à la reconstruction de son pays. Les peintures murales du 7 février encore présentes sur les murs de la capitale en témoignent. "Ansanm, nap rebati peyi a" (ensemble, nous allons reconstruire le pays) demandaient-ils

Cela, un certain "gendarme" du monde qui s'est auto-proclamé "grand défenseur de la démocratie" ne peut le tolérer. On ne saurait laisser Aristide inaugurer un nouveau modèle de démocratie et donner ainsi le mauvais exemple dans la région où tous les yeux sont tournés vers la petite île. Les prémices du coup d'Etat, les manoeuvres de certain diplomate depuis une semaine ne laissent aucun doute: comme dans tous les cas semblables, les Etats-Unis n'ont pas une ni deux mais plusieurs stratégies en cours en même temps. C'est dans ce cadre que se situe la campagne menée contre Aristide après les premières positions curieusement unanimement fermes en sa faveur. C'est pour cela aussi que le peuple a soudainement quasiment disparu des informations internationales. Il faut oublier le peuple pour pouvoir continuer à traiter Aristide d'ayatollah et à se référer à des discours qui, tactiquement, faisaient référence au "supplice du collier" pour mieux rappeler l'injustice encore trop présente. Si l'on se souvenait un seul instant qu'un peuple a été massacré et continue à l'être dans l'indifférence, on ne pourrait sérieusement continuer à épiloguer sur le style percutant d'un leader charismatique. Comme l'a justement rappelé l'évêque de Jérémie, Mgr Willy Romélus, on ne saurait comparer le nombre de morts par le supplice du collier depuis 1986 (sans compter qu'il n'y en avait eu aucun pendant les sept mois du pouvoir d'Aristide) avec le massacre opéré par l'armée depuis une semaine.

Ce n'est pas pour rien que le peuple haïtien est le grand oublié des négociations actuelles. Et pourtant une fois de plus, il pourrait nous donner une terrible leçon.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am. latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441